

COPIE



PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale  
des affaires culturelles

DECISION N° 04-042

Modifiée par arrêté N° 04-308  
du 10/12/2004

Service régional de l'archéologie  
6 quai Saint-Vincent  
69283 LYON CEDEX 01

SRA : 1350  
Affaire suivie par : Marie-Agnès  
GAIDON-BUNUEL

Le Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'honneur

Téléphone : 04-72-00-44-98  
Télécopie : 04-72-00-44-57  
Mél : marie-agnes.gaidon-  
bunuel@culture.gouv.fr

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 421-2-4 et R 421-9 ;

VU la loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques ;

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté du Préfet de la région Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, n° 03-359 en date du 10 septembre 2003, accordant délégation de signature au Directeur régional des affaires culturelles pour la mise en œuvre des dispositions relatives à l'archéologie préventive ;

VU le dossier d'exploitation de carrière (soumis à étude d'impact) déposé auprès de la Sous-Préfecture de Montbrison sous le n° : non référencé, par la S.A.THOMAS, « Aux Vincents », 42210 MONTROND-LES-BAINS, reçu le 07/03/2003 ;

VU la décision de prescription de diagnostic n° 02-606 en date du 11/12/2002 modifiée par la décision n° 03-060 en date du 24/01/2003 ;

VU le rapport de diagnostic réalisé par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) remis au Service régional de l'archéologie le 28/11/2003 ;

VU les avis de la Commission interrégionale de la recherche archéologique en date du 04/07/2002 et du 12/02/2004 ;

**CONSIDERANT** que les travaux envisagés, en raison de leur nature et de leur localisation, affectent des éléments du patrimoine archéologique. En effet, le diagnostic réalisé a mis au jour les vestiges d'un habitat de l'Age du Bronze et ceux d'un habitat médiéval ainsi qu'une tombe aristocratique et un enclos gaulois ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de sauvegarder ces vestiges par l'étude et la fouille archéologique ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Une opération de fouille archéologique préventive doit être réalisée sur le terrain faisant l'objet du projet d'aménagements, d'ouvrages ou de travaux susvisés, situé comme suit :

Région : Rhône-Alpes

Département : LOIRE

Commune : Saint-Laurent-la-Conche

Lieu-dit : Bel Air

Cadastre, année : section(s) / parcelle(s) : ZD 602, 294p, 83p, 86p, 87p, 90p

L'opération de fouille archéologique préventive débutera par une intervention de terrain et s'achèvera par l'analyse et la mise en forme des résultats obtenus et la remise d'un rapport de synthèse.

**Article 2** : La réalisation de l'opération de fouille archéologique préventive incombe à la personne projetant d'exécuter les travaux susvisés. Celle-ci fera appel, pour leur mise en œuvre, soit à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), soit à un service archéologique territorial agréé, soit à toute autre personne de droit public ou privé dont la compétence scientifique est garantie par un agrément délivré par l'Etat.

**Article 3** : Un contrat passé entre la personne projetant d'exécuter les travaux et l'opérateur chargé de la réalisation des fouilles fixera, notamment, le prix et les délais de réalisation de ces fouilles ainsi que les indemnités dues en cas de dépassement de ces délais.

**Article 4** : L'Etat autorisera les fouilles après avoir contrôlé la conformité du contrat mentionné à l'article 3 avec les prescriptions de fouilles édictées.

**Article 5** : L'opérateur exécutera les fouilles conformément aux prescriptions imposées par l'Etat (selon les objectifs scientifiques et principes méthodologiques annexés à la présente décision) et sous la surveillance des représentants de l'Etat.

**Article 6** : Les travaux ou constructions prévues susvisés donnant lieu à la présente prescription de fouille ne pourront être entrepris qu'après l'achèvement de ces opérations d'archéologie préventive.

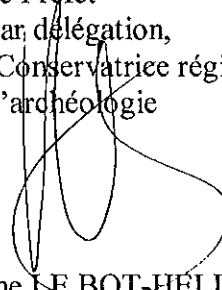
**Article 7** : La présente décision de prescription d'une opération de fouille archéologique est accompagnée d'un cahier de prescriptions élaboré par l'Etat, qui détaille la prescription et précise, notamment, les objectifs scientifiques et les principes méthodologiques indiqués à l'article 5. Un document graphique relatif à l'emprise au sol de la fouille archéologique est également annexé à la présente décision.

**Article 8** : La personne projetant d'exécuter les travaux susvisés ayant donné lieu à la présente prescription de fouille, tiendra informée le Directeur régional des affaires culturelles et le Conservateur régional de l'archéologie des modalités de mise en œuvre de la présente décision.

**Article 9** : Le Secrétaire général pour les affaires régionales, le Directeur régional des affaires culturelles et le Conservateur régional de l'archéologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la personne qui projette les travaux et à l'autorité compétente pour instruire la demande d'autorisation.

Fait à Lyon, le 27/02/2004

P/Le Préfet  
et par délégation,  
La Conservatrice régionale  
de l'archéologie

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by 'L', 'B', and 'H'.

Anne LE BOT-HELLY



Vu pour être annexé  
à la décision n°

04-042

du

27/02/2004

## PREFECTURE DE LA REGION RHONE-ALPES

**Cahier des charges scientifique**  
**POUR UNE OPERATION DE FOUILLE ARCHEOLOGIQUE PREVENTIVE**  
Conformément au décret 2002-89 pris pour application de la loi 2001-44 du 17 janvier 2001

Réf. : 2004/1518/MAGB/PM

Affaire suivie par Marie-Agnès Gaidon-Bunuel

Code opération (code Patriarche) :

### LOCALISATION DU PROJET D'AMENAGEMENT :

Département : LOIRE

Commune : Saint-Laurent-la-Conche,

Lieu-dit : Bel Air,

Adresse :

Réf. cadastre : Année : 2002

Section : ZD

Parcelles cadastrales : 90p, 602, 294, 296, 82, 83, 84, 86,  
87, 88

### PROPRIETAIRE DU TERRAIN

(si autre que maître d'ouvrage) :  
cf. liste jointe si propriétaires multiples

Nom : Paul Barthélémy Antoine Thomas

Adresse : Chemin de Létra, Montbrison

### MAITRE D'OUVRAGE :

☐ Public ☒ Privé ☐ Mixte

Nom (ou raison sociale) : SA THOMAS

Adresse : « Aux Vincents » 42210 Montrond les Bains

Tél. : 04-77-54-41-68

Fax : 04-77-54-40-19

Personne à contacter : Monsieur Laurent Thomas

### DOSSIER ADMINISTRATIF

Type de dossier : carrière de granulats

Envoyé par : Sous-Préfecture Montbrison

Reçu le 16/10/2003 en saisine directe (SRA 785)

puis le 07/03/2003 par le service instructeur (SRA  
1350)

### NATURE DU PROJET D'AMENAGEMENT

Extraction de graviers, carrière de granulats

### PROTECTION AU TITRE DES MONUMENTS ET SITES :

Sans objet

### DIAGNOSTIC :

Prescrit le : 11/12/2002

par la décision n° 02-606 modifiée le 24/01/2003 par  
la décision modificative n° 03-060

Responsable scientifique : Vincent Georges

Organisme de rattachement : INRAP

(28/07/2003 : création décision n° 2003/1234  
désignation RS diagnostic)

Date de réception du rapport : 28/11/2003

### Dates de passage en Commission interrégionale de la recherche archéologique :

- 04/07/2002 pour les parcelles 90p et 602 et 10-11-
- 12/02/2004 pour les parcelles 294, 296, 82, 83, 84, 86, 87, 88



## DONNEES TECHNIQUES

---

### 1-1- Type d'intervention : fouille préventive

☒ Travaux de terrain    ☒ Autre : études d'archives

---

### 1.2. Localisation et données techniques

Le cahier de prescription de fouille préventive concerne une partie seulement de l'extension de la carrière dont la surface totale recouvre une emprise de 157 634m<sup>2</sup> et se répartit en deux zones indépendantes sur le terrain et différentes du point de vue des objectifs et du traitement scientifique.

---

#### 1.2.1 Parcelles concernées par la fouille préventive (voir plan ci-joint)

Totalité de la surface à fouiller 1 + 2 = 18 000 + 13 125 = 31 125 m<sup>2</sup>

11 829 = 29 829

Zone 1 : Section ZD N° parcelles 90p, 602

Surface de la fouille 18 000m<sup>2</sup>

Zone 2 : section ZD N° parcelles 83p, 86p, 87p, 294p

Surface de la fouille 13 125m<sup>2</sup>

11 829 m<sup>2</sup>

#### 1.2.2 Contraintes techniques particulières

La surface concernée fera l'objet d'un décapage fin exhaustif. L'épaisseur moyenne de la terre végétale qui vient recouvrir les vestiges est de 0m30 en moyenne.

---

#### 1.2.3. observations

L'intervention de fouille se situerait approximativement en phase 2 et en phase 3 telles que définies dans le phasage actuel d'exploitation de la carrière. La phase 1 est en cours sur la parcelle 82 libérée par anticipation

Par ailleurs, rappelons que l'autorisation de carrière initiale a fait l'objet d'une première prescription de fouille (décision n° 02-555 en date du 15/11/02), sur la parcelle 90p, qui n'a toujours pas été réalisée et qui correspond aux bandes des 10m en marge de la carrière pour partie et à une zone initialement gelée à l'exploitation.

---

#### Loi 2001-44

Décret n°2002-89, art. 18 : Lorsque le préfet de région prescrit des fouilles, il assortit sa prescription d'un cahier des charges qui définit les objectifs, les données scientifiques et les principes méthodologiques de l'intervention ainsi que le délai prévisionnel de remise du rapport final.

---

## 2. DONNEES SCIENTIFIQUES

### 2.1. Contexte général

La parcelle se situe à 300m à l'est du lit actuel de la Loire et à 100m au nord d'un petit gour, à une altitude de 345m NGF, sur une terrasse alluviale ancienne (FW). La commune de Saint Laurent la Conche est encadrée au sud par Feurs (*Forum segusiavorum*), bourg gaulois puis capitale de cités gallo-romaine, et au nord par Montrond les Bains.

La création de la départementale a traversé un site gallo-romain qui a généré la fiche de la carte archéologique. Par ailleurs, les parcelles concernées livraient du mobilier gallo-romain en surface et une prospection aérienne semblait indiquer l'existence de structures qu'une association locale (Forez/Jarez) avait attribué aux vestiges d'une villa gallo-romaine.

Enfin, le programme de recherches de Marie-Odile Lavendhomme sur la romanisation en bord de Loire mettait parallèlement en évidence, tout au long de cette terrasse sur Saint Laurent, Marclopt et Chambéon, des occupations protohistoriques.

#### **Historique du dossier :**

La carrière de granulats qui concernait 6 hectares au départ a été évaluée par tranches successives en fonction de l'avancement de l'exploitation.

**1997-** Elle a fait l'objet d'une première prescription du Service régional de l'archéologie (97/189) portant sur 6000m<sup>2</sup> (Lavendhomme 1997). Cette prescription a livré une structure excavée rectangulaire de 4m68 X 2m40 X 0m74 de la Tène finale et trois fosses de l'Age du Bronze final IIb comparable au site des Rochats à Pommiers en Forez

**1998-** Une deuxième prescription (98/149) a porté sur 7000m<sup>2</sup>, en arrière de la zone de découverte de 1997. Elle devait préciser l'extension des vestiges et évaluer la zone à fouiller (Lavendhomme 1998). Les structures repérées en 1997 ont été complétées par la mise en évidence de trois autres fosses du Bronze final IIb très arasées et d'un niveau organique sans aucun matériel. L'ensemble des structures a été fouillé dans la foulée et le terrain laissé à l'exploitation.

**1999-** La troisième prescription du SRA concernait 42 000m<sup>2</sup> au sud de la première zone d'exploitation. Cette intervention réalisée par Sophie Nourrissat (99/090) a révélé plusieurs occupations du site :

- une occupation du Bronze ancien, comprenant trois fosses groupées ;
- une occupation du Bronze final IIb/IIIa assez lâche et variée comprenant une unité d'habitation ou structure funéraire isolée avec foyer interne, un fossé de 2m de large par 0m80 de profondeur, des fosses et trous de poteaux et des incinérations sur la partie la plus proche de la voie départementale ;
- une occupation du Moyen Age de type rurale avec des unités d'habitation sur sablière basse et poteaux, des maisons semi-enterrées (fonds de cabane), des trous de poteaux et des fosses dont certaines avaient servi de silo. Le mobilier plaçait cette occupation aux Xe-XIIIe siècles.

**2002-** Une fouille a eu lieu sur le fossé de l'Age du Bronze et ses abords immédiats sur une surface de 3000m<sup>2</sup> (Vincent Georges 2002)

## **2.2. Acquis du diagnostic réalisé sur l'extension projetée :**

### **Intervention en 2001**

Le diagnostic a eu lieu en deux temps : une première tranche de diagnostic a été réalisée en 2001 sur les parcelles 90p et 602. Elle a concerné une emprise de 22300 m<sup>2</sup> s'étendant au sud de la dernière zone d'intervention vers un gourd. Elle a été réalisée en 2001 (2001/258) et a été confiée, compte tenu de l'importance du site de l'Age du Bronze mis en évidence au cours des trois campagnes précédentes, à Vincent Georges, spécialiste néo-bronze. Sur 22300m<sup>2</sup>, les tranchées ont couvert une emprise de 2200m<sup>2</sup>, soit 10%. Alors que la prospection au sol donnait énormément de matériel gallo-romain, très rapidement, s'est révélée une occupation dense de cette portion de parcelle pendant le Moyen Age (Xe - XIIe siècles) avec un nombre impressionnant de structures. Si l'on s'attendait à découvrir quelques autres structures médiévales, il n'en va pas moins que l'on ne pensait pas se trouver dans un village, comprenant une série de fond de cabanes ou de structures excavées qui pourraient s'avérer à la fouille des structures foyères. Enfin, la poursuite du site de l'Age du Bronze final a été avérée avec le retour du fossé, sans toutefois mettre au jour de nouvelles zones d'incinérations. Compte tenu de l'importante densité de vestiges, il a été convenu avec Vincent Gorges de privilégier un relevé exhaustif en plan et topographique de l'ensemble des structures apparues, de tester quelques fonds de cabanes et fosses. La surface exploitable est fixée à 20 000m<sup>2</sup> dont 17 100m<sup>2</sup> recueillent réellement la présence de vestiges archéologiques. Deux zones semblent en effet vides de vestiges : une première d'environ 900m<sup>2</sup> située dans la tranchée 1, entre les logs 1 et 4, et une seconde au niveau des tranchées 11 et 12 qui avoisinait 2000m<sup>2</sup> où se trouve une fosse isolée. Vincent Georges note l'existence de 266 structures.

### **Intervention en 2003**

Le diagnostic archéologique a été réalisé sur le reste de l'extension projetée de la carrière en direction de Marclopt sur les parcelles 294-296-82-83-84-86-87-88, en deux fois. Une première intervention a été conduite sur la parcelle 82 et celle-ci a été libérée dans la foulée à l'exploitation. Une deuxième intervention sur les parcelles restantes a révélé outre la présence d'un enclos de la Tène très arasé, **une tombe aristocratique dite tombe à char** comportant au moins deux frettes, des bandeaux de char, une épée (?) des clous, au moins une amphore Dressel, des coupes à marli, 5 vases de Roanne formes hautes à décor peint géométrique et / ou zoomorphe, deux coupes ou assiettes en bronze, d'autres céramiques, des fragments de décor de char... et une fosse placée en avant de celle-ci pour la signaler, ainsi que

quelques fosses de l'âge du bronze isolées. La plus grande partie des structures de l'enclos était arasée. Les vestiges qui sont bien conservés comme la tombe à char apparaissent dans des micro-reliefs (cuvettes) ou correspondent à des structures excavées (Vincent Georges 2003).

### **2.3. Documentation disponible :**

- **dossier communal et base de données Patriarche** : Saint-Laurent-la-Conche et Marclopt

- **rapports de diagnostics ou fouilles** :

GEORGES Vincent .- Saint-Laurent-la-Conche Bel-Air (Loire) - 1999 -, 1999, 77 p.

GEORGES Vincent .- Saint-Laurent-La-Conche (Loire), Bel Air, 2001, 2002, 74 p.

GEORGES Vincent .- Saint-Laurent-La-Conche (Loire) , Bel Air, 2003, 2003, 106 p.

GEORGES Vincent .- Saint-Laurent-la-Conche (Loire), Bel Air, 2002, 2002, 150 p.

LAVENDHOMME M.-O. .- Saint-Laurent-la-Conche Bel Air carrière Thomas (deuxième tranche) - 1998 -, 1998, 28 p.

LAVENDHOMME M.-O. .- Saint-Laurent-la-Conche Bel-Air - 1997 -, 1997, 22 p.

LAVENDHOMME M.-O. .- Saint-Laurent-la-Conche au Moriaud - 1997 -, 1997,

NOURISSAT Sophie , FRASCONNE Daniel , KUNTZ Laurence , BLAIZOT Frédérique ,  
GEORGES

- **bibliographie** :

Lavendhomme, Carte archéologique de la Loire (42)

### **2.4. Objectifs scientifiques :**

Le diagnostic archéologique a mis au jour :

- d'une part, en zone 1, les vestiges d'un habitat de l'Age du Bronze caractérisé par un fossé puissant formant un enclos à l'intérieur duquel se développe un habitat partiellement observé et fouillé sur la carrière initiale, ainsi qu'un habitat médiéval groupé des Xe-XIVe siècle comprenant une série de fonds de cabanes, de foyers, de fosses, de silos implanté en bordure d'un petit étang ;

- d'autre part, en zone 2, une tombe aristocratique ainsi qu'un enclos gaulois. La tombe constitue à ce jour un cas unique dans le département de la Loire.

Le projet d'extension s'avère donc à plus d'un titre comme particulièrement sensible pour l'archéologie et menace directement la conservation des vestiges archéologiques. Aussi convient-il de réaliser une fouille préventive sur les zones menacées.

Les objectifs sont multiples et différents en fonction des deux zones qui sont séparées sur le terrain

#### **Zone 1**

Pour l'Age du Bronze, il faudra :

- fouiller les niveaux en aire ouverte et le fossé par tronçons ;
- privilégier l'approche spatiale afin de comprendre les relations qu'entretiennent sépultures (incinérations) découvertes dans l'emprise de la carrière initiale et l'habitat par rapport au grand fossé d'enceinte du site qui détermine un enclos ;
- aborder l'évolution éventuelle du site en fonction des différents types de structures mises au jour et de leur chronologie relative ( typo-chronologie) ;
- synthétiser les apports des précédentes campagnes de diagnostic et fouilles.

Pour la période médiévale, il faudra :

- fouiller les niveaux médiévaux en aire ouverte ;
- privilégier l'approche spatiale afin de déterminer s'il existe des zones spécifiques (habitat, stockage, artisanal, parcage des bestiaux...) ;
- distinguer les fosses ayant pu servir de fond de cabane des fosses liées à des foyers ;
- aborder l'évolution de cet habitat en fonction des différents types de structures mises au jour et de leur chronologie relative ( typo-chronologie) ;
- enfin, replacer cette découverte dans le contexte historique local avec une petite recherche en archives et régional par méthode comparative avec d'autres sites connus en Rhône-Alpes.

## **Zone 2**

Les éléments du char découverts dans la tombe montre des similitudes avec la tombe de Verna dans l'Isère. Cette découverte s'avère d'autant plus intéressante qu'elle se situe à proximité d'autres découvertes funéraires de l'époque romaine sur la commune voisine de Marclopt (Mausolée) et d'une *villa* gallo-romaine.

Dans l'intervention de fouille, il conviendra de :

- décaper la surface totale et procéder à son nettoyage fin ;
- s'assurer que le bûcher funéraire ayant servi à la crémation du défunt ne se trouve pas à proximité de la tombe et déterminer s'il a servi pour un seul individu ou plusieurs ;
- rechercher à l'extérieur de l'enclos d'autres tombes éventuelles, procéder à leur fouille manuelle en fonction du type de sépulture (tombe à char, crémation...), en établir une chronologie relative afin de déterminer si la tombe à char découverte lors du diagnostic reste une découverte isolée ou si elle participe à un regroupement (familial par exemple). Dans ce cas, il s'agira de préciser la durée de ces pratiques funéraires. Ont-elles été faites sur un lignage par exemple, comme cela a pu être mis en évidence en d'autres points en Europe. Se poursuivent-elles au-delà de la période gauloise, au début de la romanisation? A la lumière de ces informations, il conviendra de réexaminer les données locales et de replacer sur un plan cadastral toutes les interventions archéologiques depuis 1997 dans le secteur de Saint-Laurent-la-Conche et de Marclopt.
- fouiller finement les autres tombes et bûchers qui pourraient être mis au jour ;
- comparer les données recueillies aux exemples régionaux, voire interrégionaux. A Verna en Isère, plusieurs tombes ont été mises en évidence le long d'un axe, à proximité de la *villa* de Saint-Romain-de-Jallionas.

---

## **3- QUALIFICATION DU RESPONSABLE D'OPERATION ET EQUIPE DE FOUILLE**

### **3.1. Responsable d'opération**

Le Préfet de région désignera comme responsable

Un archéologue spécialisé en archéologie médiévale rurale pour la zone 1

Un archéologue spécialisé en protohistoire (Tène finale) / début de l'antiquité ayant des connaissances en funéraire gaulois ou gallo-romain pour la zone 2

Dans son projet, l'opérateur pourra proposer le nom de deux responsables scientifiques d'opération et / ou d'un coordinateur.

---

### **3.2. Equipe de fouille**

Le projet devra définir par ailleurs :

- le nombre de responsables de secteur et leurs compétences respectives, le schéma d'organisation dans lequel ils interviendront
- le nombre des spécialistes (topographe, dessinateur, anthropologue ou archéologue ayant fait une formation en anthropologie de terrain, céramologue, archéogéologue, ...) qui interviendront dans le projet ainsi que leur mode d'intervention au cours de la fouille ou de la mise en état des données
- le nombre de techniciens de fouilles et leurs compétences particulières le cas échéant.

## **4. PRINCIPES METHODOLOGIQUES**

### **4.1. Durée des travaux de terrain :**

La durée de réalisation, et les moyens mécaniques mis en œuvre devront être adaptés et suffisants pour mener à bien cette opération d'archéologie préventive selon les prescriptions du Préfet de région et ne devront pas être inférieurs à **100 jours ouvrés sur la zone 1 et 40 jours ouvrés sur la zone 2.**



#### 4.2. Mode opératoire

Le projet d'opération devra :

- préciser les modalités de décapage(s), les détails de leur mise en œuvre et les engins utilisés ;
  - fournir le mode d'enregistrement des données (relevés, coupes, enregistrement du mobilier, ...) qui sera utilisé dans le cadre de cette intervention en archéologie rurale et les détails de sa mise en œuvre ;
  - décrire précisément la méthodologie adoptée pour, d'une part la fouille des fonds de cabane et des silos et d'autre part celle qui sera adoptée pour la fouille des tombes éventuelles (enregistrement, mode d'intervention sur les incinérations et dans le cas particulier d'autres tombes à char, comporter un volet spécifique sur les méthodes de travail et d'enregistrement des données dans ce cadre ;
  - décrire les techniques d'enregistrement du mobilier céramique, métallique ... ;
  - détailler les analyses qui pourraient être mises en œuvre (type, méthode, dans quelles conditions) ;
  - préciser les laboratoires qui seraient impliqués ou associés.
- 

### 5. MISE EN FORME DES DONNEES

La phase de mise en forme des données consistera à traiter, inventorier, analyser puis mettre en forme les données de terrain afin de rédiger un rapport final de synthèse.

Il sera rédigé en français dans un style clair et compréhensible.

**Il sera remis au plus tard en juillet 2005**, en 6 exemplaires (2 SRA, 1 SDA, 1 aménageur, 1 Musée, 1 archives)

Deux de ces rapports comporteront des tirages argentiques pour des questions d'archivage pérenne et les autres pourront être en photocopie couleur.

**OBSERVATIONS :** (cf. circulaire de 1993 et arrêté portant sur les normes de contenu et de présentation des rapports d'archéologie préventive - en cours de rédaction)

**Le rapport de fouilles devra reproduire impérativement:**

- l'autorisation de fouille,
- la décision de désignation du responsable scientifique,
- les prescriptions émises par le Préfet de région, DRAC, SRA et le cahier des charges rédigé par le SRA
- Les références au rapport de diagnostic : code, opération, dénomination, date, nom et organisme du responsable d'intervention
- Le projet d'opération

**En outre, le rapport de fouille devra comprendre les éléments suivants :**

- **Générique de l'opération préventive :** liste détaillée des intervenants scientifiques
- **Fiche technique de l'opération :** référence du site, du projet et de l'opération, N° patrimonial
- **notice :** conçue pour la publication, elle présente les principaux résultats de l'opération

Elle sera également réalisée en version numérique sur CD rom en format RTF pour le texte, elle sera accompagnée d'une à plusieurs illustrations en Net B, dessin ou photo caractéristique de l'opération aux formats EPS, AI, TIF ou JPEG

- **fiche d'indexation** chronologique : précise les grandes phases d'occupation ou d'abandon du site afin de renseigner la carte archéologique
- **Introduction :** circonstances de l'opération, cadre environnemental et contexte archéologique, données d'archives
- **Déroulement de l'opération :** modalités techniques, méthodologie, stratégie et objectifs de l'opération

Le rapport indiquera les aspects de la prescription qui n'ont pas pu être pris en compte et / ou qui n'ont pas fourni de résultats, ainsi que les difficultés éventuelles rencontrées lors de la mise en œuvre de l'opération

- **Résultats scientifiques :** stratigraphie et description des résultats

- **Synthèse scientifique** : diagrammes stratigraphiques de mises en phase et période, conclusions par période chronologique qui renvoient aux plans par phase en regard de l'argumentation archéologique, apport de l'étude topographique et des recherches d'archives, comparaisons éventuelles avec d'autres sites régionaux connus.

**Le rapport devra renseigner sur l'état du site après la fouille, son éventuelle éradication ou au contraire le fait que certains éléments soient restés en place. Il signalera les extensions potentielles du site en dehors des parties explorées lors de l'opération préventive (ou hors de l'emprise de l'aménagement) en surface et ou profondeur.**

- **Bibliographie**

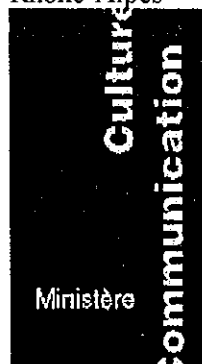
- **Documentation iconographique** : carte de localisation (département, commune, site), un plan de situation général dans la ville, contexte géologique topographique, localisation cadastrale du projet, plan général des vestiges rapporté dans la parcelle cadastrale et son environnement, des extraits de plans cadastraux anciens et récents avec le report de la parcelle, des plans par phases, le plan de la fouille toutes phases en couleurs sur une planche A3 et en réduction reporté sur le cadastre, des plans par phase en report sur le cadastre et en détails sur des planches A3, planches de mobilier, vue argentiques significatives et tout document susceptible d'éclairer les résultats (archives, restitutions, plans de synthèse...). **Les plans devront tous être orientés selon le même axe avec une échelle graphique courante**

**Annexes** : inventaire de la documentation de terrain, inventaire sommaire du mobilier archéologique avec mode d'enregistrement et de stockage, et lieu de dépôt provisoire, listing des documents photographiques. L'inventaire définitif du mobilier devra être fourni au plus tard 6 mois après le rendu du rapport

**L'inventaire détaillé du mobilier issu de l'opération sera joint en annexe au rapport destiné à l'Etat, comme stipulé à l'article 43 du décret N°2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour application de la loi N° 2001-44 du 17 janvier 2001**

**Les archives de fouille devront être remises à la fin de l'opération selon les normes définies par le décret en cours de rédaction, sinon par celles qui avaient été définies par le SRA, Rhône-Alpes.**

Direction régionale  
des affaires culturelles  
Rhône-Alpes

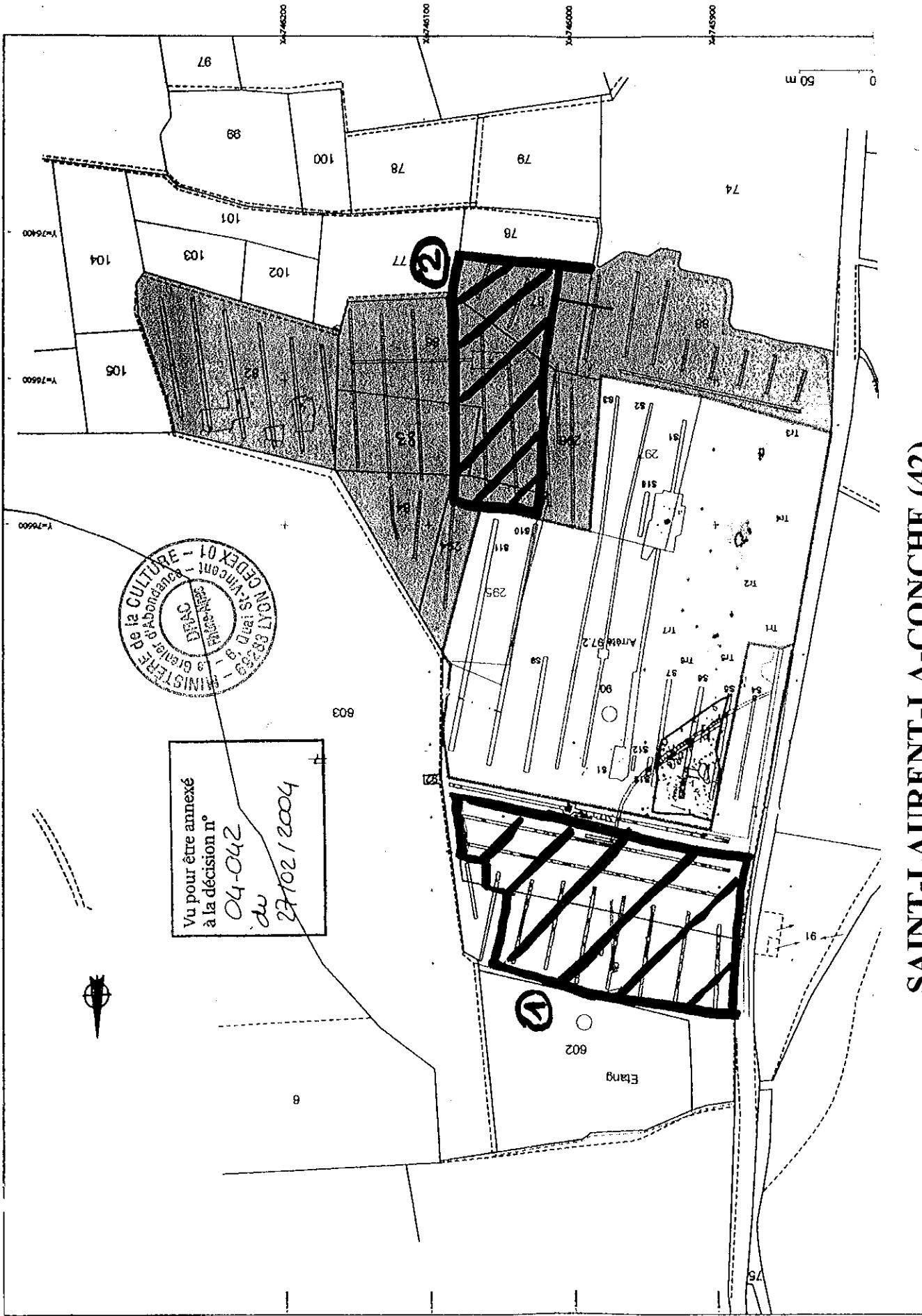


Lyon, le 27/02/2004

P/Le Préfet  
et par délégation,  
La Conservatrice régionale  
de l'archéologie

Anne le Bot-Helly

*Les informations contenues dans ce document revêtent un caractère confidentiel.*



# **SAINT-LAURENT-LA-CONCHE (42)**

Carrière de granulats

S.A THOMAS



Emprise de la zone de fouille préventive objet de cette décision

